



HAL
open science

**Les “ malgré nous ” de la Casa delle Libertà.
Conditions de perception et d’usages de la coalition par
des jeunes militants en Italie**

Stéphanie Dechezelles

► **To cite this version:**

Stéphanie Dechezelles. Les “ malgré nous ” de la Casa delle Libertà. Conditions de perception et d’usages de la coalition par des jeunes militants en Italie. Politix, 2009, Coalitions partisanses, 88 (4), pp.163-185. 10.3917/pox.088.0163 . hal-01796448

HAL Id: hal-01796448

<https://hal.science/hal-01796448>

Submitted on 20 May 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les « malgré nous » de la *Casa delle Libertà*

Conditions de perception et d'usages de la coalition par des jeunes militants en Italie

Stéphanie DECHEZELLES

Résumé – Cet article s'appuie sur l'hypothèse qu'une coalition constitue une *épreuve* au cours de laquelle sont testées les règles et les pratiques routinières de l'engagement militant. À partir du cas italien de la *Casa delle Libertà* (principalement composée de la *Lega Nord*, *Alleanza Nazionale* et *Forza Italia*) au pouvoir entre 2001 et 2006, on s'interroge sur ce que la coalition produit sur de jeunes militants, au moment où leur parti accède au gouvernement. La focale « à ras de coalition » permet ainsi de montrer que les conditions de perception et d'usage de l'alliance dépendent d'un faisceau de facteurs qui clivent différemment les organisations : importance de l'idéologisation, type de culture militante, degré de probabilité d'accéder à des postes électifs, position du parti dans l'économie coalitionnaire, niveau de professionnalisation et proximité à l'égard du métier politique. Si l'impact de la configuration coalitionnaire sur les activités juvéniles est faible, il rejaillit sur les trajectoires et les conflits de rôle qui leur sont associés, notamment chez ceux pour qui les bénéfices escomptés ou réels de l'alliance contredisent le plus leur socialisation partisane primaire.

En mai 2001, à l'issue d'une campagne ayant suscité un intérêt particulièrement vif, la coalition de la *Casa delle Libertà*, menée par Silvio Berlusconi, remporte la majorité absolue des sièges aux deux chambres¹. Précédée par les bons scores aux Européennes de 1999 et la conquête en 2000 de nombreuses provinces et régions, cette alliance de diverses formations allant du centre démocrate-chrétien aux postfascistes jouit donc d'une forte solidité, grâce notamment à son implantation sur l'ensemble des circonscriptions italiennes². Elle est menée par la plus grande fortune du pays, S. Berlusconi, qui peut compter sur un parti, *Forza Italia*, entièrement créé par et pour lui. Il a alors pour principaux alliés l'indépendantiste *Lega Nord* d'Umberto Bossi qui, après avoir tenté l'expérience électorale en solitaire (1996), retourne dans le giron berlusconien en position dominée, et *Alleanza Nazionale* qui puise ses origines dans le fascisme et qui avait été écartée depuis la Libération des gouvernements de la République italienne.

La Casa delle Libertà aux législatives du 13 mai 2001

En mai 2001, la coalition comporte aussi l'*Unione Democristiana di Centro*, qui regroupe elle-même le *Centro Cristiano Democratico* de Pier Ferdinando Casini, les *Cristiani Democratici Uniti* de Rocco Buttiglione, le *Partito Democratico Cristiano* et le *Nuovo PSI* de Gianni Di Michelis. À la Chambre des Députés, elle remporte 45,4 % des suffrages exprimés pour la partie majoritaire du scrutin (3/4 des sièges), ce qui se traduit, via le jeu de répartition des voix, par 59,4 % des sièges (282 sur 475). Au Sénat, elle obtient 42,5 % des voix et 55,9 % des sièges (176 sur 315). Pour la partie proportionnelle, (1/4 des sièges), *Forza Italia* recueille 29,4 % des voix, *Alleanza Nazionale* 12 %, la *Lega Nord* 3,9 % et l'UDC 3,2 %. Les deux derniers partis ne franchissant pas le seuil de 4 %, ils ne peuvent prétendre à la répartition des sièges restants. Par rapport aux législatives de 1996, auxquelles la *Lega Nord* avait choisi de se présenter seule, la coalition a perdu environ 1,1 million de voix. Malgré ce recul, le grand vainqueur de la coalition en 2001 est sans conteste *Forza Italia*³.

Cette alliance jette alors le trouble sur les analyses majoritairement « pathologiques » de la politique italienne⁴. Elle parvient en effet, contre toute attente, à stabiliser le jeu politique en rendant possible le passage de coalitions postélectorales et sujettes aux jeux des factions cherchant à maximiser les rétributions

1. Je remercie F. Desage, N. Bué et les rapporteurs anonymes de la revue dont les remarques sur une version précédente ont grandement permis d'améliorer le présent article.

2. Diamanti (I.), Lello (E.), « The Casa delle Libertà: a House of Cards? », *Modern Italy*, 10 (1), 2005 ; Verzichelli (L.) et Cotta (M.), « Italy: from constrained coalitions to alternation governments? », in Muller (W.) et Strøm (K.), eds., *Coalition Governments in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000.

3. Baccetti (C.), « Fin de transition ? Les élections législatives du 13 mai 2001 en Italie », *Pôle Sud*, 15, 2001.

4. Pour une revue critique de cette focale, Briquet (J-L.), « La crise politique en Italie. Les analyses de la science politique italienne », *Politix*, 30, 1995.

(portefeuilles, postes dans les entreprises d'État...) leur permettant de satisfaire leurs clientèles en échange de leur appui à la *Democrazia Cristiana*⁵, à une alliance électorale entérinée avant le scrutin et orientée principalement vers la conquête du pouvoir⁶. Par ailleurs, en demeurant sans interruption à la tête du gouvernement pendant toute la XIV^e Législature de mai 2001 à avril 2006, S. Berlusconi est parvenu à ce qu'aucun autre président du Conseil italien – à l'exception de son ami, mentor et maître politique, le socialiste Bettino Craxi – n'avait réussi à faire durant toute l'histoire de la République italienne. Leader d'une alliance embrassant tout le côté droit de l'échiquier partisan, le *tycoon* lombard a effectivement tenu son mandat, sans être véritablement menacé par les frictions internes et sans qu'aucune question de confiance ne soit posée (contrairement à 1994 où la *Lega Nord* avait provoqué la chute du premier gouvernement Berlusconi dont elle faisait pourtant partie). Outre ses origines socioprofessionnelles inédites pour le milieu politique outre-alpin (à la tête d'un holding d'entreprises dans divers secteurs économiques), cette durabilité gouvernementale le distingue des autres présidents du Conseil, aussi bien durant la Première République (1948-1993) que depuis 1993⁷. Par ailleurs, la *Casa delle Libertà* a fortement influencé le système politique italien. Elle a eu pour effet de renforcer la figure du Premier ministre et de parlementariser à l'anglaise sa nomination en contraignant *de facto* le président de la République à choisir le leader du bloc majoritaire pour exercer les fonctions de chef de gouvernement⁸.

Au-delà de ces effets à l'échelle macro-coalitionnaire et systémique⁹, on peut se demander ce que la coalition fait à des acteurs situés différemment dans le

5. Zuckerman (A.), *The Politics of Faction: Christian Democratic Rule in Italy*, New Haven, Yale University Press, 1979. De 1945 à 2008, tous les gouvernements italiens d'après-guerre – à de très rares exceptions près – étaient formés autour du parti-pivot, la *Democrazia Cristiana*. Produit d'un « pluralisme polarisé » (Sartori (G.), *Parties and Party Systems. A Framework for Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976), ces coalitions se transforment de 1983 à 1987 en un *Pentapartito*, systématiquement composé de la *Democrazia Cristiana*, du *Partito Socialista*, du *Partito Repubblicano*, du *Partito Liberale* et du *Partito Social-Democratico* alors même que parmi ces trois derniers, certains étaient inutiles à la constitution de la « coalition minimale victorieuse » (Riker (W. H.), *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press, 1962). Les coalitions marquent également la vie politique locale en Italie jusqu'aux années 1990 où l'on ne compte parfois pas moins de deux cents types de coalitions différentes pour une même élection (municipale, provinciale ou régionale).

6. Di Virgilio (A.), « Electoral Alliances: Party Identities and Coalition Games », *European Journal of Political Research*, 34 (1), 1998 ; Di Virgilio (A.) et Katô (J.), « Factionnalisme, coalitions et fragmentation politique. Qu'est-ce qui a vraiment changé dans le système partisan au Japon et en Italie dans la décennie 1990 », *Revue française de science politique*, 51 (4), 2001 ; Mastropalo (A.), Slater (M.), « Party Policy and Coalition Bargaining in Italy, 1948-87 : Is There Order Beyond the Chaos ? », in Laver (M. J.), Budge (I.), eds, *Party Policy and Government Coalitions*, Londres, Mac Millan, 1992.

7. Bouillaud (C.), « Les droites en Italie. La science politique italienne face à un objet renouvelé », *Revue française de science politique*, 30, 1995 ; Cotta (M.), Verzichelli (L.), « Ministers in Italy: Notables, Party Men, Technocrats and Media Men », *Journal of South European Society & Politics*, Londres, Frank Cass, 2003.

8. Cotta (M.), « Il secondo governo Berlusconi », *CIRCaP*, 9, Université de Sienne, 2002 ; Verzichelli (L.), « La formazione del governo parlamentare : tra vincoli antichi e potenziamento istituzionale », in Barbieri (C.), et Verzichelli (L.), dir., *Le istituzioni del Governo in Italia*, Gênes, Name, 2002.

9. Riker (W. H.), *The Theory of Political Coalitions*, op. cit. ; Gamson (W.), « A Theory of Coalition », art. cite ; Lemieux (V.), *Les coalitions. Liens, transactions et contrôles*, Paris, PUF, 1998.

jeu de l'alliance ou qui la perçoivent, du fait de leur position, de manière différente¹⁰. À considérer les partis comme des organisations homogènes et unitaires, on risque d'abord d'occulter les différences de perception de la coalition en fonction des divisions internes et des situations locales. Ensuite, en se concentrant sur les perceptions des acteurs qui se situent à la tête des organisations (leaders, élus, cadres nationaux)¹¹, on risque d'exclure de l'analyse la manière dont une coalition est appréhendée par les acteurs différemment dotés en ressources (petits élus locaux, membres d'organisations collatérales...). Ainsi, afin d'éviter les biais d'une vision « tout d'un bloc », il semble à plusieurs égards utile d'ouvrir la « boîte noire » partisane des ensembles coalitionnaires¹², en prenant certes en considération les intérêts des uns (leaders, élus nationaux) mais aussi les réactions et motivations des autres (personnel politique local, sympathisants...) ainsi que les rapports qu'ils entretiennent avec leurs pairs alliés.

C'est dans ce but que nous nous intéresserons dans cet article à la façon dont la constitution puis le gouvernement de la *Casa delle Libertà* ont, ou non, influencé les représentations, discours et pratiques d'une population infra-partisane et infra-coalitionnaire spécifique : les jeunes. Pour ce faire, on partira de l'hypothèse que la coalition constitue de manière idéale une *épreuve* au cours de laquelle sont testées les règles et les pratiques routinières de l'engagement militant. Mais ce sont les conséquences de cette épreuve sur les normes militantes qui seront ici questionnées. Dans ce cadre, on peut interroger ce que la coalition produit chez ceux qui sont à la fois impétrants dans la carrière politique et situés aux marges du parti, les jeunes militants. Que fait la coalition à l'engagement de ces jeunes, au moment même où le parti accède à des positions de pouvoir importantes ? Sur quels registres et critères (idéologiques, stratégiques) s'appuient ceux qui sont en train de se former au métier politique pour en justifier l'existence ? Quel type de contrainte la coalition produit-elle sur les activités juvéniles des partis ?

L'article propose d'analyser de manière qualitative les perceptions et les usages de jeunes activistes des principaux partis composant la *Casa delle Libertà*, contraints de « faire avec » une alliance politique qui sert avant tout des objectifs tactiques des responsables « adultes ». Tous sont membres d'une organisation de jeunesse subordonnée à un parti¹³ : *Azione Giovani*, *Azione Studentesca* ou *Azione*

10. Muller (W.) et Strøm (K.), eds., *Coalition Governments in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000 ; Moury (C.), « Les ensembles flous pour y voir plus clair : décoder les caractéristiques des accords de coalition en Europe occidentale », *Revue internationale de politique comparée*, 11 (1), 2004 ; Bale (T.), Dann (C.), « Is the Grass really Greener ? The Rationale and Reality of Support Party Status : a New Zealand Case Study », *Party Politics*, 8 (3), 2002.

11. Luebbert (G.), *Comparative Democracy. Policymaking and Governing Coalitions in Europe and Israel*, New York, Columbia University Press, 1986.

12. Timmermans (A.), « Conflicts, Agreements and Coalition Governance », *Acta Politica*, 33, 1998.

13. Au sein de chaque parti, le poids des organisations de jeunesse est aussi bien faible numériquement que

Universitaria pour *Alleanza Nazionale*, *Forza Italia Giovani* pour *Forza Italia* et *Movimento Giovani Padani*, *Movimento Universitario Padano*, *Movimento Studentesco Padano Federale* pour la *Lega Nord*. Outre les observations directes, l'enquête a reposé sur la collecte d'entretiens biographiques (29 pour *Forza Italia*, 30 pour *Alleanza Nazionale* et 30 pour la *Lega Nord*), recueillis selon la méthode du *snowball sampling*¹⁴) entre fin 2001 et fin 2002 dans deux régions septentrionales (Vénétie et Émilie-Romagne)¹⁵. Nés entre 1970 et 1985, les enquêtés ont débuté leur engagement entre 1985 et 2001. La plupart sont lycéens ou étudiants ; seule une minorité a entamé une carrière professionnelle à plein temps, soit au niveau local, soit à l'échelon régional. En dépit de statuts et de positions divers, l'homogénéité de l'échantillon interrogé repose sur le fait que ce sont les responsables régionaux et provinciaux de chaque organisation qui constituent la plus grosse proportion d'interviewés.

L'étude « à ras de coalition », à une échelle microscopique¹⁶ et juvénile, a pour objectif et intérêt de défricher de nouveaux territoires coalitionnaires en s'intéressant à ce que l'alliance fait aux prétendants, à leurs habitudes et à leurs identités militantes, aussi bien lorsqu'elle constitue pour certains une ressource mobilisable qu'une source de marginalisation supplémentaire pour d'autres. Elle permet aussi de ne pas s'arrêter à une organisation unique mais de voir ce qu'une coalition produit empiriquement sur les interactions entre organisations (ici de jeunesse). Partant, l'enquête permet de montrer que les conditions de perception et d'usage de l'alliance par les membres inscrits dans un mouvement de jeunesse dépendent d'un faisceau de facteurs internes et externes qui se combinent et se cumulent pour favoriser ou défavoriser la gestion de la configuration coalitionnaire. La position que les jeunes militants occupent au sein du parti du fait de leur âge (et des classements que ce dernier induit) et à l'intérieur de la coalition (du fait du poids de leur parti dans les équilibres de l'alliance et de ce que cela produit) les contraint ou leur est propice, en fonction des organisations et de l'état de leur carrière (importance des candidatures, des mandats, des ressources...). L'impact de la coalition sur les activités et les trajectoires juvéniles semble au final être le plus contraignant pour les jeunes de la *Lega Nord*, les plus éloignés des bénéfices attendus de l'alliance et les moins professionnalisés dans l'engagement et la carrière politique. En effet, si les dissonances identitaires sont fortes aussi bien à la *Lega Nord* qu'à *Alleanza Nazio-*

politiquement ; néanmoins, la marge d'autonomie à l'égard des dirigeants locaux et nationaux peut varier. Ici, ce sont les jeunes militants des sections d'*Alleanza Nazionale* qui jouissent de la marge d'autonomie la plus grande au sein de la coalition.

14. Les premiers interviewés font office d'informateurs et d'intermédiaires. Sur les avantages et inconvénients de cette méthode, Glaser (B.), Strauss (A.), *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine, 1967.

15. L'enquête n'inclut pas les autres formations de la coalition en raison de leur relative petitesse et de leur faible structuration au niveau juvénile à l'époque de l'enquête.

16. Sawicki (E.), « Les politistes et le microscope », in Bachir (M.), dir., *Les méthodes au concret*, Paris, PUF-CURAPP, 2000.

nale, tandis que les jeunes de *Forza Italia* – moins idéologisés et moins socialisés à la lutte identitaire – semblent mieux s’accommoder de la coalition, ce sont les jeunes léghistes qui sont les plus distants du métier politique et donc les moins enclins à adouber le compromis coalitionnaire. Les lignes de clivage sont donc doubles entre d’un côté des formations contraintes de défendre plus ou moins fortement une identité militante et idéologique (*Lega Nord* et *Alleanza Nazionale* versus *Forza Italia*) et, de l’autre, des organisations qui offrent la possibilité à leurs membres de se professionnaliser tôt à l’exercice du métier politique (*Alleanza Nazionale* et *Forza Italia* versus *Lega Nord*). Dans ce contexte, les conflits de rôle (être un « bon militant » et être un professionnel de la politique) se traduisent de manière particulièrement saillante chez les jeunes élus soumis à une double prescription : respecter les choix du parti et se montrer solidaire de l’exécutif dans lequel ils ont été élus, en dépit de contradictions parfois flagrantes avec le milieu partisan dans lequel ils ont été socialisés.

Enfin, du point de vue épistémologique, le présent article participe à démontrer le bénéfique possible d’une relecture, à distance de quelques années, d’un matériau constitué dans un but analytique différent. Il apparaît ainsi possible de tirer d’une question centrée sur les cultures militantes de jeunes engagés dans ces partis¹⁷, une analyse des représentations symboliques et pratiques que ces acteurs prétendaient alors avoir d’une alliance décidée par le leader et l’appareil du parti. Sans qu’elle ait figuré de manière centrale dans la grille d’entretien soumise aux enquêtés, la question coalitionnaire imprègne pourtant les discours des jeunes, à travers les critiques qu’elle génère, les dissonances qu’elle génère, les affirmations identitaires qu’elle incite, le faible impact qu’elle entraîne sur les activités partisans juvéniles et les conditions de ses (non-)usages stratégiques par les jeunes.

Alliance au sommet, mésentente à la base

Si nombreux sont les jeunes militants qui reconnaissent la légitimité tactique d’une coalition – d’autant plus facile à justifier qu’elle permet de remporter le scrutin législatif de mai 2001 et qu’elle coïncide pour certains avec leur premier mandat électif – tout aussi nombreux sont ceux qui ne se sentent pas concernés par sa mise en œuvre à l’échelon juvénile local. Ainsi, si une alliance est décidée au et par le sommet, les effets à la base juvénile de chacun des partis se mesurent partiellement par les opportunités de carrière qu’elle rend possible, mais surtout par leur faiblesse en terme de collaborations entre organisations de jeunesse au niveau local.

17. Dechezelles (S.), Comment peut-on être militant ? Sociologie des cultures et des (dés)engagements. Les jeunes militants d’*Alleanza Nazionale*, *Lega Nord* et *Forza Italia* face au pouvoir, Thèse pour le doctorat de science politique, Sciences Po Bordeaux, 2006.

La configuration coalitionnaire comme accélérateur partiel de carrière

L'alliance nouée entre *Forza Italia*, *Alleanza Nazionale*, *Lega Nord* et l'*UDC* en vue de constituer la future *Casa delle Libertà* à la fin des années 1990 produit un contexte général d'opportunité, y compris pour ceux qui sont plus éloignés de la carrière électorale comme les jeunes militants. Entre 2000 et 2002, sur un total de 89 jeunes interviewés, 11 ont été élus pour la première fois conseillers de circonscription (contre 4 auparavant), 12 conseillers municipaux (contre 3), 2 conseillers provinciaux (contre 0) et 3 conseillers régionaux (contre 0). Si ce sont surtout les jeunes de *Forza Italia* et d'*Alleanza Nazionale* qui bénéficient de la conjoncture coalitionnaire nationale (11 mandats cumulés chacun sur 29 et 30 individus), même ceux de la *Lega Nord* ont obtenu 6 mandats sur cette même période, dont 2 au conseil régional de Vénétie. Par ailleurs, tous les jeunes détenteurs de mandats interrogés de la *Lega Nord* ont été élus durant la période 2000-2002, tandis qu'à *Forza Italia* et *Alleanza Nazionale*, la proportion atteint les trois-quarts. À la *Lega Nord*, cela répond en partie à une stratégie lancée par le leader historique, U. Bossi, qui souhaite par la candidature de militants plus « jeunes » en Vénétie combler alors le déficit de candidats causé par les nombreuses défections intervenues dans cette région en 1997. En effet, cette année-là, le secrétaire fédéral doit affronter la scission provoquée par un leader local puissant, Luigi Comencini, qui figurait parmi les fondateurs de l'historique *Liga veneta*, mère de toutes les ligues selon les dires mêmes d'U. Bossi. Ce faisant, il compte aussi pouvoir s'assurer la loyauté de militants moins dotés en « capital militant »¹⁸ ou notabiliaire et qui lui seraient aussi redevables de leur carrière. De la même façon, *Forza Italia* cherche à se doter d'une classe politique locale nouvelle suite au retrait progressif des premiers candidats du parti aux législatives de 1994 et 1996, dont la très grande majorité était issue des entreprises du groupe Fininvest, propriété de S. Berlusconi¹⁹. Ce reflux est alors favorable aux jeunes du parti, en particulier ceux qui s'y sont inscrits dès 1994. À *Alleanza Nazionale*, certains jeunes bénéficient des diverses scissions et défections provoquées par les prises de position de G. Fini sur le fascisme ou la Shoah.

Toutefois, deux éléments au moins invitent à relativiser l'impact de la coalition sur les carrières électorales des jeunes. Tout d'abord, la taille de l'échantillon empêche toute généralisation aussi bien à l'ensemble de la population juvénile des trois partis qu'à la totalité des régions italiennes. En effet, les provinces vénètes sont particulièrement favorables aux partis de « droite » et en particulier à la *Lega Nord*²⁰, tandis que les chefs-lieux d'Emilie-Romagne, en particulier ceux d'Émilie, connaissent une progression des partis de la coalition,

18. Matonti (M.) et Poupeau (F.), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 2004.

19. Poli (E.), *Forza Italia. Strutture, leadership e radicamento territoriale*, Bologne, Il Mulino, 2001.

20. Diamanti (I.), *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un soggetto politico*, Rome, Donzelli, 1995.

notamment *Forza Italia*, depuis plusieurs années au moment où se déroule l'enquête²¹. Ensuite, l'alliance électorale entre les trois partis aux échelons municipaux, provinciaux et régionaux relève plus de l'exception que de la règle, surtout en Vénétie où la *Lega Nord* peut par exemple compter sur une base électorale étendue et fidèle. Dans les communes de petite taille, les alliances sont plus le fait d'individus que d'appareils et les enjeux politiques passent moins par les partis ou les étiquettes partisans que par l'interconnaissance et la proximité. Il s'avère donc difficile d'inférer de la coalition les mandats obtenus par les jeunes de la *Casa delle Libertà*. Tout au plus peut-on supposer que la vague de succès électoraux à partir de la fin des années 1990 des partis formant la coalition constitue un signe précurseur de la victoire de 2001, dont bénéficient aussi alors les jeunes. Par ailleurs, la connexion logique entre constitution d'une coalition préélectorale nationale et opportunité de carrière pour les jeunes n'est susceptible d'être valide qu'en cas de primo-élections, puisque les renouvellements de mandat ou l'obtention d'un mandat à un échelon territorial plus élevé que le(s) mandat(s) antérieurement obtenu(s), ne sauraient être attribués unilatéralement à l'alliance conçue par les dirigeants du parti. Ils sont en effet tout autant susceptibles de découler de la « satisfaction » des électeurs, des rapports de forces antérieurs locaux, que d'une non-coalition ou encore d'une coalition différente. Par ailleurs, la coalition ne semble pas avoir eu d'impact sur les activités collaboratives entre les différentes organisations de jeunesse.

Un impact faible sur les activités juvéniles

De manière générale, les jeunes militants interviewés dans la première année du gouvernement de la *Casa delle Libertà* perçoivent la coalition comme une condition nécessaire à la victoire sur le plan national, mais n'hésitent pas à la qualifier de « couleuvre » que leur direction nationale leur a demandé d'avaler²². La contrainte coalitionnaire leur semble donc double : inévitable et imposée. Ils la comparent fréquemment à l'appel lancé en 1976 par le célèbre journaliste du *Corriere della Sera* Indro Montanelli, qui demandait aux Italiens de voter pour la *Democrazia Cristiana* en « se bouchant le nez » (« *turandosi il naso* ») afin d'éviter que le PCI d'Enrico Berlinguer, très fort électoralement, ne remporte le scrutin législatif. L'opinion des jeunes interviewés à l'égard de la coalition correspond à ce que Vincent Lemieux et William Gamson décrivent comme un sacrifice dans l'espoir d'une rente de coalition plus grande que l'effort consenti. Pour les uns, l'objectif recouvre principalement la participation au pouvoir après en avoir été longtemps exclus, pour d'autres c'est l'obtention de portefeuilles qui contient la promesse de réaliser le programme du parti.

21. Diamanti (I.), *Bianco, rosso, verde... e azzurro*, Bologne, Il Mulino, 2003.

22. L'expression italienne est construite non pas par référence aux reptiles mais aux batraciens (*rospi da ingoiare* : avaler des crapauds).

Mais les accords électoraux décidés par l'appareil ne se réfractent pas dans les arènes et instances réservées à la politique juvénile. Sur le plan militant, les organisations de jeunesse ne s'efforcent pas vraiment d'opérationnaliser l'alliance. Les initiatives communes entre deux ou plusieurs groupes juvéniles sont plutôt rares. Plusieurs interviewés ont par exemple évoqué une journée de réflexion autour du fédéralisme à Ravenne à un moment où la *Lega Nord* était encore sécessionniste (1998) avant même l'existence de la *Casa delle Libertà*. Andrea, responsable provincial de *Forza Italia Giovani* et conseiller provincial à Vicence, cœur du bassin électoral de la *Lega Nord*, explique comment son groupe a cherché à organiser des manifestations sportives avec les autres mouvements de jeunesse des partis alliés. Mais en fait, les exemples d'accords localement constitués impliquent plutôt les membres des organisations spécialisées dans la représentation étudiante dans le secondaire et dans le supérieur. Ces exceptions concernent surtout des membres de *Forza Italia* souhaitant présenter des candidatures mais ne pouvant s'appuyer ni sur une structure ni sur une présence ancienne et n'ayant donc ni suffisamment d'expérience ni de bassin électoral fixe. Toutefois plus qu'avec leurs pairs de la *Lega Nord* ou d'*Alleanza Nazionale*, ils établissent volontiers des listes communes avec des formations centristes démocrates-chrétiennes ou le groupe ultra-catholique traditionaliste *Comunione e Liberazione*, très présent dans certains centres universitaires comme Bologne. À l'inverse, la représentation lycéenne et étudiante constitue le cœur d'activité militante des organisations de jeunesse d'*Alleanza Nazionale*. Leur assise est forte depuis plusieurs décennies dans de nombreux établissements et leur expérience constitue une ressource précieuse. À Reggio-Emilia par exemple, Lorenzo (responsable provincial et conseiller de circonscription) explique que les membres de *Forza Italia* « n'arrivent pas à constituer des listes dans les écoles. Alors nous faisons nos listes en les y incluant. Mais c'est *notre* liste, c'est nous qui la constituons, c'est nous qui fabriquons les tracts et qui décidons de la ligne générale ». En effet, au sein d'*Alleanza Nazionale*, les initiatives dans les établissements scolaires du secondaire sont vivement encouragées par les sections locales : organisation de débats ou de conférences permettant d'exposer leur point de vue sur l'actualité ou sur des sujets de société (contraception, avortement), mise en œuvre de grèves ou de salles autogérées (pour l'organisation de débats, de concerts ou de temps libre). Les trois quarts des jeunes interviewés d'*Azione Giovani* se sont ainsi présentés au moins une fois et ont été élus (représentant de classe, représentant d'établissement, représentant universitaire). Ils peuvent compter sur la transmission de savoirs et savoir-faire militants (tracts et professions de foi archivés, connaissance des différentes procédures par d'autres jeunes) ainsi que sur des ressources matérielles (ordinateurs, imprimantes, photocopieuses) au siège du parti. Le *Movimento Universitario Padano* se présente quant à lui le plus souvent seul, ce qui correspond au mot d'ordre lancé en 2003 par Fabrizio Cecchetti, responsable fédéral du mouvement étudiant de la *Lega Nord* : « Bossi nous a toujours dit que les jeunes padans doivent être plus vigoureux,

plus enthousiastes, et ne pas s'abaisser à des compromis à vingt ans. Nous ne pouvons pas renoncer à notre symbole ou à nos idées pour un fauteuil. [...] Lors de la prochaine réunion du mouvement des jeunes, je proposerai que le MUP se présente toujours seul aux élections, sauf dérogation particulière [au scrutin de liste]²³. »

Les exemples de collaboration interalliée et juvénile ne sont donc pas légion. Leur rareté est doublée du fait que la plupart des enquêtés tendent à minimiser ce type d'événements ou bien à en démonter la logique interne, en les ramenant aux vellétés opportunistes des partenaires ou en cherchant à s'en arroger la paternité. Ainsi Francesco, conseiller de circonscription pour *Forza Italia* à Reggio-Emilia explique : « Aux dernières élections, nous nous sommes aidés avec la *Lega* pour les représentants de liste, de façon à maximiser l'activité des deux partis. Nous avons cherché à répartir les candidats, sans faire les filous pour arriver à un bon travail d'équipe. Mais après en ce qui concerne les thèmes ou les lignes directrices, on a toujours échoué. Nous n'avons jamais réussi à organiser des conventions communes parce qu'il y a toujours le petit seigneur local d'*Alleanza Nazionale* qui veut plus que celui de la *Lega Nord*, alors on se noie dans un verre d'eau car chacun cherche à s'attirer les plus gros bénéfices et refuse d'être soumis à un diktat. » Andrea (responsable pour la section provinciale vénitienne d'*Azione Giovani*) évoque quant à lui la constitution d'une liste commune pour l'élection du Conseil national universitaire des étudiants en 2000, pour laquelle lui et le responsable provincial de *Forza Italia Giovani* étaient chargés de recueillir des signatures de soutien : « Moi j'en ai recueilli entre 30 ou 40 tandis que lui n'en a ramené que 10-15. Et puis chez eux ce sont toujours les mêmes, ça ne bouge pas. » Coordinateur provincial du *Movimento Giovani Padani* à Parme, Enrico explique quant à lui avoir « rencontré un jeune démocrate chrétien [...] Il voulait faire quelque chose avec nous. J'ai fait semblant d'être disponible mais je ne lui aurais jamais donné un coup de main. [...] Jamais je ne collaborerai ». Non contraints formellement par l'alliance, les responsables des mouvements de jeunes ont donc préféré continuer à mener des actions, à gérer les campagnes étudiantes, à organiser des fêtes ou des congrès de manière autonome, de façon à préserver leur pré carré militant et idéologique. Au-delà de cette double relativisation de l'impact de la coalition sur les carrières et les activités juvéniles, il convient à présent de présenter successivement, organisation par organisation, les différents modes de gestion de la contrainte coalitionnaire en fonction des normes militantes en vigueur, de la place qu'occupe leur parti dans l'économie générale de l'alliance, des ressources dont disposent les jeunes ainsi que de leur degré de professionnalisation politique.

23. Entretien disponible sur www.universitaripadani.leganord.org/presentazione.html.

Faire parti ou faire partie ? L'importance des conditions de socialisation militante

L'existence même de la coalition clive les positions entre d'un côté les formations juvéniles qui s'appuient sur une socialisation militante structurée autour de la formation idéologique et de l'autre celles pour qui importe surtout l'opportunité de mener carrière. Ainsi, les jeunes d'*Alleanza Nazionale* et de la *Lega Nord*, toutes deux très attachées à la défense de leur cause idéologique, se donnent (ou sont obligées de se donner) comme fonction primordiale l'intransigeance à l'égard du changement. Cette attitude permet de compenser l'absence de perspectives dans la seconde et le prix d'un engagement total et long dans la première. Leurs membres ont ainsi tendance à se montrer plus attentifs au respect et à la fidélité idéologique. Ils se présentent volontiers comme les « gardiens du temple », défenseurs du respect du dogme. Or passer de la position de « prétendants » à celle de « dominants » à travers la participation aux affaires du pays comporte l'abandon d'une rhétorique révolutionnaire au profit d'une pratique gestionnaire et légitimiste qui rompt avec les modes *normaux* de socialisation à l'institution et de construction de la distinction pour les jeunes²⁴. En revanche tel ne semble pas être le cas des jeunes de *Forza Italia*, dont la socialisation militante repose moins que leurs pairs alliés sur la défense d'une cause idéologique fortement constituée, et qui paraissent plus aisément s'accommoder de l'alliance au centre de laquelle se trouve leur parti.

La mobilisation de registres identitaires à Alleanza Nazionale et à la Lega Nord

Les principaux registres pour critiquer la coalition qu'utilisent les jeunes interviewés reposent sur la radicale différence (idéologique, sociale, culturelle) qui distinguerait « leur » groupe de celui des « autres ». La dichotomie classique de la lutte politique identitaire qui voit un « eux » s'opposer à un « nous » est ainsi rejouée dans le contexte de la coalition. Cela est surtout le cas pour les jeunes militants d'*Alleanza Nazionale* et de la *Lega Nord*. Militant dans des organisations où la hiérarchie et l'autorité du leader sont peu, voire pas, contestables – du moins officiellement – les jeunes militants s'estiment pris en étau entre d'un côté la perpétuation identitaire des valeurs du groupe (fidélité à l'idéologie, revendication du « seul contre tous ») et de l'autre la gestion du compromis coalitionnaire. Ils considèrent qu'à cause des divergences importantes quant à la perception du « travail militant », les adaptations au nouveau contexte coalitionnaire auraient un prix en temps et en énergie qu'ils disent ne pas être prompts à payer. Cette position est par ailleurs d'autant plus facile à tenir que les instances nationales ne font pas véritablement pression pour qu'ils

24. Yon (K.), « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, 70, 2005.

organisent des manifestations communes. Et l'arrivée au pouvoir avec des partis aux passé et idéologie éloignés des leurs, alors qu'eux-mêmes s'appuient sur une rhétorique *anti-establishment* – comme la *Lega Nord* – ou ont été exclus jusqu'alors des majorités – comme *Alleanza Nazionale* – tord les registres et répertoires sur lesquels ces organisations se sont construites.

Les membres des organisations de jeunesse d'*Alleanza Nazionale* défendent la pureté de la lignée politique d'avant la transformation du parti et la participation aux gouvernements nationaux. Malgré la volonté affichée du leader de rompre avec le régime mussolinien²⁵, le mouvement de jeunesse d'*Alleanza Nazionale* demeure fortement empreint de néofascisme²⁶. La culture militante y est tournée vers l'héritage fasciste, la glorification de héros de la cause, l'exhortation aux faits d'arme militants n'excluant pas les affrontements physiques avec les adversaires. La discipline, le dévouement, l'assiduité aux réunions et le sacrifice de soi y sont des règles primordiales de comportement mais aussi d'avancement : les plus méritants au regard des critères partisans seront récompensés tandis que les intrigants ou les prétentieux seront sanctionnés (corvée de toilettes, pompes, huile de ricin voire exclusion du mouvement). Dans le *Movimento Giovani Padani*, la padanité est à l'inverse érigée en valeur cardinale de l'engagement et la fidélité totale envers le leader est incontestable, sauf à risquer la désapprobation. C'est donc à lui, ou à ses représentants locaux, que reviennent les décisions politiques. Si critique de la coalition il y a, elle ne remet jamais en cause le choix du leader suprême et est interprétée comme le produit d'une contrainte contre laquelle le « chef » n'était pas en mesure de lutter. Ainsi selon Cinzia, jeune adhérente de 19 ans de Ferrare, U. Bossi « se soumet à ce que veulent les autres. [...] Ils ont mis Maroni comme ministre et il est obligé de faire une politique mais ce n'est pas la politique de la *Lega*. Aux élections, elle a dû se ranger sur une ligne qui n'est pas la sienne et qui a entraîné un échec électoral fou... ».

Afin de contrôler l'appareil et de prévenir toute velléité de carrière, les dirigeants du parti poussent les jeunes à se conformer à l'idée que l'engagement doit être avant tout un acte de solidarité pour la libération de la Padanie, un don de soi fondé sur la mise en avant du « cœur » et des émotions²⁷, le but étant de les inciter à faire de la politique « sans en avoir l'air ». Du point de vue des champs lexicaux militants, les termes « fauteuil » ou « palais », en tant que métonymies de la quête du pouvoir, sont largement utilisés pour délégitimer les élites politiques, passées et présentes. De ce fait, les jeunes militants sont cantonnés à l'organisation de manifestations ludiques (tournois sportifs, dîners en pizzeria, concerts, fêtes de pays, jeux de rôle d'inspiration celtique ou médiévale,

25. Ignazi (P.), *Postfascisti ? Dal Movimento Sociale Italiano ad Alleanza Nazionale*, Bologne, Il Mulino, 1994.

26. Chiarini (R.) et Maraffi (M.), dir., *La destra allo specchio. La cultura politica di Alleanza nazionale*, Venise, Marsilio, 2001.

27. Dechezelles (S.), « Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie », in Traïni (C.) dir., *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

élection de Miss Padanie, etc.). Outre ces conditions spécifiques de socialisation à l'institution partisane, ce sont aussi les fortes différences en termes de propriétés sociales qui exacerbent le rejet de tout compromis coalitionnaire au niveau juvénile à la *Lega Nord*. Le « eux » politique est en effet aussi (et peut-être d'abord) un « eux » social qu'il est difficile d'éluder. D'origines sociales plus modestes que leurs alliés, les jeunes de la *Lega Nord* interviewés estiment pour la plupart impossible d'organiser des activités conjointes avec les « fascistes » et « nationalistes » [i.e. italiens] d'*Alleanza Nazionale* ou les « *fighetti* » (« snobinards BCBG ») de *Forza Italia*²⁸. Cela explique en partie aussi pourquoi les critiques des jeunes léghistes ont plus porté sur des dimensions identitaires que sur les *outputs* de la coalition gouvernementale (politiques publiques et projet de lois), d'autant plus que l'on se situait dans une phase d'entente tacite où chacun des membres de l'alliance s'interdisait de critiquer ouvertement ses partenaires.

La critique de la coalition repose sur la défense d'une identité qui contraste avec celle, forcément négative, des alliés que chacun cherche à stigmatiser et caricaturer. Ainsi, Luca, responsable provincial d'*Azione Universitaria* à Ferrare, considère que les jeunes de *Forza Italia* « sont habillés comme des petits Berlusconi. Nous, à l'inverse et heureusement, nous avons des valeurs enracinées ». Beaucoup à l'instar de Gianluca, coordinateur régional du parti pour la Romagne, dénoncent le carriérisme de leurs pairs alliés : « Nous ne faisons pas de la politique pour gouverner ni pour avoir des fauteuils. [...] Si je le voulais, je pourrais signer des accords partout et, au lieu d'avoir vingt conseillers municipaux dans toute la Romagne, j'en aurais deux cents mais ces deux cents là ne défendraient pas le territoire ou les traditions. Au lieu d'expliquer aux gens que nous ne sommes pas des romains mais des celtes, en tenant des discours culturels complexes, ils iraient s'occuper des problèmes de bouches d'égout. » Filippo, responsable régional du *Movimento Giovani Padani* pour l'Émilie, explique : « Notre principale différence c'est que nous sommes plus idéalistes. Les coordinateurs nationaux des autres partis sont des sous-fifres de députés, insérés dans divers ministères. Chez nous il n'y a rien de tout cela. Nous sommes plus spontanés. C'est sans doute parce que Maman *Lega* est elle-même plus spontanée, plus populaire. » Les jeunes léghistes classent ainsi systématiquement leurs alliés dans la catégorie des carriéristes et des opportunistes. Nicolò, 23 ans, sans mandat mais coordinateur provincial du *Movimento Giovani Padani* à Bologne, considère que ceux de la coalition pratiquent « une politique différente de la nôtre. Nous, nous faisons de la politique dans la rue,

28. Sur les caractéristiques sociales hétérogènes des membres des trois partis, voir : Dechezelles (S.), 2006, *op. cit.* En résumé, les résultats de l'enquête, que corroborent d'autres enquêtes monographiques ou à échelle plus grande, montrent que les jeunes léghistes sont plutôt issus des catégories populaires et des petits commerçants, artisans tandis que ceux d'*Alleanza Nazionale* sont plutôt issus de milieux plus privilégiés en termes économiques, sociaux et culturels (enseignants du secondaire ou du supérieur, fonctionnaires, forces armées, professions libérales) et ceux de *Forza Italia* de l'Italie entrepreneuriale, formée au Droit ou au Commerce, exerçant de manière indépendante ou libérale et peu attachée à l'État ou au secteur public.

dans les écoles, tandis qu'eux font une politique dans les conseils municipaux, comme conseillers. Nous faisons une politique plus pure à mon avis. C'est peut-être parce que nous pratiquons une politique du tractage, de l'affichage, nous parlons avec les petits vieux, avec les marchands, c'est autre chose. Eux sont des petits politiciens qui font attention à leur carrière ». Par un effet de miroir, le même type de commentaires se retrouve dans les entretiens réalisés avec des jeunes d'*Alleanza Nazionale*. Thomas (lycéen, responsable pour les jeunes de moins de 18 ans pour la ville de Padoue) explique ainsi que les jeunes d'*Azione Giovani* « font ce qu'aucune autre organisation de jeunesse de la coalition ne fait. [...] Nous avons plus d'activités pratiques, concrètes comme le tractage, tenir des stands, nous exposons nos idées aux autres parce que nous avons la force de le faire, nous sommes plus nombreux alors que ceux de *Forza Italia* par exemple font des fêtes avec leur argent mais ceux qui viennent ne font pas de militance, ils sont inscrits et c'est tout ». De la même façon, Mattia à Belluno, province la plus alpine de Vénétie, considère que les autres mouvements de jeunesse n'existent que sur le papier, n'ont qu'une fonction d'affichage, « ils sont là uniquement pour faire joli sur une estrade quand il faut montrer qu'il y a des jeunes. Mais nous, nous devons proposer quelque chose de concret, ce qui ne veut pas forcément dire être en accord avec les positions du parti. [...] Ici à Belluno les jeunes des partis de la coalition n'existent pas. Mais c'est logique parce qu'entre nous deux... enfin nous trois avec le magnétophone, les thèmes portés par les jeunes de *Forza Italia*, ça va pour un chef d'entreprise mais à un jeune de 15-16 ans, tu vas lui parler d'impôts ? Non, vraiment, ce type de politique ne convient pas pour les jeunes ».

L'accommodation à la coalition à Forza Italia

Les jeunes militants d'*Alleanza Nazionale* et de *Lega Nord* n'hésitent pas à émettre des critiques à l'encontre de la coalition car ils estiment qu'elle les contraint à rompre avec les discours auxquels ils se sont (con)formés : la délégitimation des élites gouvernantes, la critique du règne des partis (*partitocrazia*), la dénonciation de la corruptibilité du pouvoir. À l'inverse, la coalition est plus volontiers reconnue pour son efficacité électorale par les membres du parti de S. Berlusconi au sein duquel l'engagement sacrificiel est décrié au profit d'un activisme plus individuel et d'un carriérisme affiché²⁹. Plus que de militants activistes, *Forza Italia Giovani* est en effet composée de petits entrepreneurs « *career minded* »³⁰, dont les multiples inscriptions sociales, professionnelles, associatives constituent des ressources précieuses. Dans leur cas, la signature d'accords électoraux avec des partis dont ils ne partagent pas forcément l'idéologie ou

29. Dechezelles (S.), « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de *Forza Italia* à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009.

30. Recchi (E.), « L'entrée en politique des jeunes Italiens : modèles explicatifs de l'adhésion partisane », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001.

les pratiques constitue un élément tactique parfaitement compatible avec la poursuite des objectifs électoraux et politique, individuels et collectifs. À ce titre, il n'est pratiquement jamais remis en cause par les jeunes interviewés. Ce sont surtout les pairs alliés qui font l'objet de sarcasmes ou de critiques. À titre d'exemple, Giovanna, 25 ans, étudiante en Droit et représentante universitaire pour *Forza Italia* à l'université de Padoue, affiche son mépris à l'égard des jeunes padans : « Je les ai vus très convaincus ces jeunes : "Jusqu'au fédéralisme !" [Elle prend une grosse voix.] Mais bon si tu leur demandes ce que c'est que ce fédéralisme, ils ne savent pas vraiment te répondre. Probablement parce que Bossi lui-même ne sait pas ce que c'est ». Au-delà, collectivement, le besoin d'affirmer une identité partisane découle aussi du positionnement dans le jeu politique national et dans l'économie coalitionnaire. Individuellement, la perception de l'alliance varie en fonction des positions acquises et des ressources dont disposent les acteurs.

Économie coalitionnaire et investissement dans l'alliance

Les partis membres des coalitions ne partent pas tous sur un pied d'égalité. La position de parti dominant, capable de négocier le prix et les bénéfices à son avantage, et celle des partis minoritaires, contraints de s'allier pour espérer participer à la victoire électorale, produisent des écarts importants dans la manière dont est perçue et investie, par la base, l'alliance. Dans son travail sur les coalitions de gouvernement municipal, N. Bué montre en effet très bien la nécessité de faire le départ entre motivations des membres des partis majoritaires d'une part et motivations des partis en situation de domination d'autre part³¹. Or à ces derniers ne s'offre souvent que la possibilité d'opérer un compromis pragmatique avec l'idéal pour espérer participer au pouvoir, tout en le regrettant pour ne pas s'aliéner leur base militante³². Militant dans le parti qui réalise le plus petit score aux législatives de 2001, les jeunes de la *Lega Nord* vivent les transformations de manière plus dissonante que les autres partis. Dans leur cas, il semble que le prix du pouvoir soit élevé au regard des rétributions matérielles (postes, mandats) et symboliques (faire partie d'un groupe, échapper à l'étiquette de traître) qu'ils retirent de la fidélité au parti et à sa ligne de conduite. Et pourtant, au niveau national, la coalition berlusconienne et l'alliance avec les adversaires fascistes et démocrates-chrétiens ont garanti aux leaders du parti des portefeuilles ministériels et des postes dans les administrations publiques que les scores isolés du parti n'auraient jamais pu laisser espérer³³. Vice-coordonateur

31. Bué (N.), *Rassembler pour régner. Négociation des alliances et maintien d'une prééminence partisane*, thèse pour le doctorat en science politique, Lille 2, 2006.

32. Birenbaum (G.), « Le Front National à l'Assemblée (1986-1988). Respect et subversion de la règle du jeu parlementaire », *Politix*, 20, 1992.

33. Avec un résultat pour la partie proportionnelle de 3,9 % la *Lega Nord* ne dépassait en effet pas le seuil de 4 %. Or, en dépit d'un petit groupe d'élus aux deux chambres (47 parlementaires), elle entre au gouvernement avec Umberto Bossi aux Réformes institutionnelles et à la *Devolution*, Roberto Castelli à la

fédéral du *Movimento Giovani Padani*, le Véronais Lorenzo explique : « Nous nous sommes alliés avec eux seulement pour avoir la *Devolution* (fédéralisme à l'écossaise) parce qu'il n'y avait pas d'autre méthode. Mais pas par plaisir hein ? [...] Certains de nos jeunes ne comprennent pas pourquoi nos dirigeants parlent ou se comportent d'une certaine manière, mais si nous voulons des résultats, malheureusement il faut en passer par-là. » Plus prosaïquement, en perte de vitesse électorale et criblée de dettes, suite notamment à l'isolement électoral de 1996 et aux scores peu élevés aux européennes de 1999 (4,5 %), la *Legha Nord* se trouve en situation de dépendance financière à l'égard de S. Berlusconi³⁴. Conscients de l'opportunité qu'offrait la coalition en termes électoraux à leur parti mais soucieux de perpétuer la ligne protestataire qui leur assure de nouvelles recrues, les jeunes léghistes sont pris dans un jeu de billard à trois bandes où ils sont tout à la fois contraints de mettre en sourdine leurs critiques, d'afficher leur loyauté au leader coûte que coûte, tout en exprimant leurs diatribes à l'encontre des organisations alliées³⁵. Les critiques publiques émanent alors plutôt d'ex-militants déçus, à l'instar de Paolo Zanoni, ancien jeune du groupe paramilitaire léghiste des « Chemises vertes »³⁶.

Du côté des jeunes d'*Alleanza Nazionale* aussi, le leadership de S. Berlusconi est jugé inévitable pour que leur parti se constitue en acteur légitime du jeu politique national, comme le souhaite son président G. Fini. Les jeunes ressentent cette asymétrie au niveau de l'alliance et à l'échelon juvénile. Andrea, président d'*Azione Giovani* pour la province de Venise, explique que les jeunes de *Forza Italia* « se donnent des grands airs parce qu'ils ont le siège du parti qui coûte le plus cher, ils sont du parti majoritaire, ce sont eux qui commandent ». L'alliance repose ainsi sur la domination de S. Berlusconi – et de son parti – qui « tient » ses alliés par le soutien spécifique dont ces derniers ont besoin (des accords formels précisant les obligations financières de chacun en cas de rupture de l'alliance auraient ainsi été signés, en particulier avec la *Legha*). En ce sens, S. Berlusconi fait figure d'« actionnaire de majorité, placé en vertu de son simple titre de propriétaire qui ne doit donc rendre de comptes à personne de sa gestion dans la mesure où il reste solvable »³⁷.

Justice, Roberto Maroni aux Affaires sociales, tandis que Roberto Calderoli est élu vice-président du Sénat. Par comparaison, avec un score trois fois supérieur en moyenne pour le scrutin proportionnel, *Alleanza Nazionale* n'obtient qu'un fauteuil de plus : Gianfranco Fini, comme vice-président du Conseil puis à partir de novembre 2004 comme ministre des Affaires Étrangères, Altero Matteoli comme ministre de l'Environnement, Maurizio Gasparri comme ministre des Communications, Gianni Alemanno comme ministre des Politiques agricoles et Mirko Tremaglia comme ministre des Italiens à l'Étranger.

34. Campus (D.) et Pasquino (G.), « Leadership in Italy: the Changing Role of Leaders in Elections and in Government », communication au colloque de l'Association for the Study of Modern Italy, Londres, 2004.

35. Pudal (B.), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989.

36. Zanoni (P.), *Bossi e la rivoluzione tradita*, Venise, Editoria Universitaria, 2001. Il y fait état de ses désillusions à l'égard du mouvement et dénonce notamment la « révolution trahie » (p. 112) au profit du pouvoir, ainsi que « les mille vicissitudes, les mille trahisons, les multiples volte-face de Bossi » (p. 120).

37. Fontana (B.), « Alternance démocratique... », *art. cité*, p. 168.

La mise en place de stratégies de réduction des dissonances

Pour les jeunes léghistes et, dans une moindre mesure, pour une partie des jeunes d'*Alleanza Nazionale*, les sources de dissonance vis-à-vis de leur socialisation militante sont multiples dans l'exercice du pouvoir en coalition. De la nécessité de mettre en sourdine, provisoirement du moins, les déclarations négatives antérieures³⁸ à l'obligation de gouverner ensemble alors que les propositions programmatiques sont divergentes – au risque de décevoir le groupe que le parti souhaite incarner (les Padans, les Italiens...) – nombreuses sont les situations inconfortables aux dires des jeunes interviewés. Outre les problématiques non spécifiquement liées à la situation coalitionnaire pour des membres de partis fortement idéologisés (comme le respect des règles et des temporalités politico-administratives qui s'opposent à leurs critiques de l'*establishment*), ces jeunes militants ont aussi obligation de faire avec leurs alliés partisans et les transfuges de la *Democrazia Cristiana*, afflués en nombre dans leur parti afin d'y poursuivre une carrière politique interrompue par les scandales et procès liés à *Mani Pulite*. Ces immixtions sont perçues par eux comme une conséquence paradoxale du choix coalitionnaire de leurs dirigeants : ces « ex » sont tout autant perçus comme des éléments favorables aux succès électoraux que des scories de l'ancien système politique dont leur parti est pourtant censé se démarquer³⁹. La nécessité de composer avec les alliés et leurs programmes se ressent principalement aux échelons du gouvernement local pour ceux qui sont élus et au niveau national de manière générale sur telle ou telle politique publique (fiscalité, diplomatie, fédéralisme). Mais elle est surtout gérée de façon différente en fonction des organisations et des individus, en fonction de leur positionnement dans l'espace des luttes politiques et dans l'espace social.

Pour répondre à certaines des dissonances les plus flagrantes, les mouvements de jeunesse des partis qui s'appuient sur un attachement fort aux motifs idéologiques et à l'affirmation d'une identité incompatible avec les compromis et compromissions que suppose le pouvoir, mettent en place des canaux d'évacuation des tensions et d'expression des désaccords. Au sein des sections juvéniles les plus radicales d'*Alleanza Nazionale*, les responsables ont ainsi par exemple relancé le thème en vogue durant les années 1970 de l'opposition entre le « véritable » rebelle (sous-entendu le jeune néofasciste) et le « faux » révolutionnaire de gauche, espérant par là contenir les critiques à l'encontre de la participation au gouvernement conduit par S. Berlusconi et composé d'adversaires

38. Comme celles d'U. Bossi, « *Mai coi fascisti!* » (« Jamais [d'alliance] avec les fascistes ! »), ou l'accusation de *mafiosité* à l'égard de S. Berlusconi lancées fin 1994 lors de la chute de son premier gouvernement.

39. En effet, les trois partis et leur leader ont construit leur rapport au système politique en tant que challengers des forces et des pratiques politiques ayant marqué la Première République. Voir Briquet (J.-L.) « Le phénomène "Berlusconi". Crise et recomposition du jeu politique en Italie », disponible sur <http://www.ceri-sciences-po.org>.

politiques et idéologiques (ex-démocrates chrétiens, antinationalistes padans). Ils remettent également au goût du jour la mythologie et l'univers *fantasy* de J.R.R. Tolkien (*Le Seigneur des Anneaux*) autour des méfaits de la volonté de pouvoir, de la pureté du peuple *Hobbit* auxquels les jeunes sont appelés à s'identifier⁴⁰. Mais cela n'empêche pas ceux qui sont entrés après la transformation du MSI en *Alleanza Nazionale* (congrès de Fiuggi, 1995) et la première participation au gouvernement (en 1994), d'être perçus comme des « opportunistes » par ceux entrés durant la période précédente, plus dure. Andrea, conseiller de circonscription à Porto Marghera, explique ainsi être entré après la victoire de la première coalition menée par S. Berlusconi en 1994 : « J'ai attendu de voir comment se déroulaient les élections, si le parti allait ou pas au gouvernement et j'ai eu quelques problèmes au début avec certains des inscrits les plus vieux [...] parce que j'étais l'un de ceux arrivés après que *Alleanza Nazionale* fut entré dans le gouvernement. Alors aux yeux de certains, j'étais celui qui sautait sur le char du vainqueur. En réalité ce n'est pas comme ça. Le problème c'est que moi, je voulais attendre d'avoir la majorité... [...] Le 20 mars j'ai eu 18 ans, le 27, il y avait les élections et la semaine d'après dans les premiers jours d'avril, j'ai commencé à militer dans le parti. »

À la *Lega Nord*, la rupture avec les routines discursives et les bases sur lesquelles s'érige l'engagement léghiste se révèle plus déstabilisante encore pour les jeunes. La participation au pouvoir d'une part et dans une coalition jugée *contre-nature* d'autre part constituent des motifs sérieux de désillusion ou de dégoût pour de nombreux militants. La participation de leur leader et celle de ses « colonels » au discours radical (notamment le très xénophobe maire de Trévis, Giancarlo Gentilini, surnommé le « shérif » ou l'ancien membre d'*Ordine Nuovo*, Mario Borghesio) lors des rencontres annuelles de Pontida en Lombardie (juin) ou de Venise (septembre), font office de réassurance identitaire prouvant que malgré leur participation au gouvernement, ils ont bien encore les pieds sur la terre padane. Mais derrière la question des registres et des répertoires de mobilisation militante, les jeunes léghistes sont aussi ceux dont l'horizon des possibilités électives est le plus étroit. En effet, les maigres perspectives de rétributions politiques diverses (postes, financements...) ne peuvent compenser ni les transactions auxquelles les membres du gouvernement sont contraints ni les importantes transformations du parti. L'étai semble surtout se refermer sur eux et, plus largement sur l'électorat léghiste, car la participation aux affaires nationales contredit les discours anti-romains et très critiques que le parti développe depuis les années 1980. Afin de ne s'aliéner ni le pouvoir ni ses voix, le parti a donc décidé d'avancer sur deux jambes, l'une institutionnelle (parlementaires, ministres) et l'autre protestataire (réseau d'associations et de mouvements padans). Elle autorise ainsi la base à exprimer son intransigeance et à

40. Germinario (F.), *Da Salò al governo. Immaginario e cultura politica della destra italiana*, Turin, Bollati Boringhieri, 2005.

donner l'illusion que malgré leur participation au pouvoir, les élus nationaux ne sont pas corrompus par les palais de la République romaine. La riche sphère associative du parti, dont font partie les organisations de jeunesse, permet donc au noyau « pur et dur » de garder la conviction de militer pour le projet de libération nationale (la Padanie) et de limiter la désillusion provoquée par leurs responsables politiques qu'ils accusent d'avoir trahi la cause en participant aux gouvernements de l'« ennemi romain »⁴¹. À l'échelon juvénile, le recrutement de nouveaux membres ne peut ainsi fonctionner sans passer par l'affirmation d'une identité partisane hostile au pouvoir, la critique des gouvernants (sauf ceux issus du parti). Parce qu'elle vient d'un mouvement de jeunesse, relativement éloigné de la compétition pour les postes de pouvoir, la critique à l'encontre des alliés est autorisée, dans une certaine mesure, sous l'œil bienveillant de la direction nationale du parti⁴².

Proximité au pouvoir et degré de professionnalisation politique

Comme vu précédemment, certains jeunes des formations alliées ont recueilli les fruits d'ententes électorales. Toutefois, ce « bénéfice » concerne ceux qui sont déjà les *insiders* et ne se décline pas de la même façon au sein des trois partis étudiés. Il importe donc de comprendre à présent quelles sont les conditions sociales et politiques qui font d'une coalition un obstacle pour certains, un atout pour d'autres. En effet, outre le poids du parti dans l'alliance et l'attachement au respect des valeurs idéologiques en vigueur dans l'organisation, la perception de la coalition dépend aussi collectivement et individuellement du niveau d'expérience et de proximité sociale et militante à l'égard du pouvoir. Dans notre échantillon, comme à l'échelon national, les jeunes de *Forza Italia* et d'*Alleanza Nazionale* sont issus des milieux socioprofessionnels favorisés (professions libérales, dirigeants et cadres d'entreprise, enseignants), et plus diplômés (du supérieur notamment) que les jeunes léghistes (parents ouvriers, employés, petits commerçants, ayant rarement dépassé le niveau « Bac »). Ce sont les jeunes de *Forza Italia* qui entretiennent le plus de liens personnels ou familiaux avec les associations de « notables » comme les Clubs Rotary ou Lions, ainsi qu'avec les élus locaux issus notamment des partis de la Première République. Par les propriétés sociales de leur famille, les jeunes de *Forza Italia* et d'*Alleanza Nazionale* se situent plus dans un réseau d'interconnaissances issues des milieux

41. Avanza (M.), « La Ligue du Nord (Italie), un parti d'activistes à l'heure de la crise du militantisme partisan », communication à l'ECPR General Conference, Potsdam, septembre 2009.

42. C'est notamment le cas de l'organisation de jeunesse de la *Lega Nord* qui diffuse en 2005 des affiches anti-Fini. L'une d'entre elles le représente, affublé d'une chemise brune et d'un foulard rouge, le poing levé, accompagné du texte suivant : « Vote aux immigrés. Pas de quotas. Remise de peine. Non ! Compagnon Fini. Nous sommes les seuls à défendre notre peuple, notre identité, la sécurité et l'honnêteté », alors même que la loi sur l'immigration de 2001, la « Bossi-Fini », a été conjointement produite par les secrétaires d'*Alleanza Nazionale* et de la *Lega Nord*.

les plus aisés économiquement, socialement, culturellement et politiquement⁴³. Ils sont donc plus socialisés que leurs pairs de la *Lega Nord* à l'exercice concret du pouvoir et ce qu'il engendre en termes de compromis et de transgressions à l'égard d'une *doxa* idéologique.

La distance à l'égard du pouvoir et ce qu'il implique de négociations, renoncements, violations des idéaux se mesure aussi au niveau de professionnalisation politique interne des organisations de jeunesse. Encore une fois, si presque tous les jeunes interviewés ont dit faire contre mauvaise fortune bon cœur à propos de l'alliance avec les autres partis, les dissonances les plus grandes sont perceptibles dans les discours tenus par les jeunes léghistes. À l'inverse la justification d'un usage tactique, voire cynique de la coalition, a été plusieurs fois avancée par les jeunes de *Forza Italia*. Pour les mineurs ou pour ceux qui poursuivent des études au-delà de la *maturità* (équivalent du baccalauréat), les élections scolaires et universitaires constituent des espaces et des épreuves d'entraînement concret à la compétition électorale. Dans notre échantillon, de grandes différences se font jour. Ainsi quel que soit le niveau de mandat considéré (représentant de classe ou représentant d'établissement au lycée, représentant étudiant à la faculté), ce sont les jeunes de la *Lega Nord* qui comptent le moins d'élus soit 9 (en mandats cumulés) sur 30 interviewés et qui se situent aux premiers échelons de la représentation (la classe et le lycée). En effet, malgré des efforts importants pour augmenter leur présence et leur visibilité au sein des établissements du secondaire et du supérieur depuis le début des années 2000⁴⁴ et la confection de plates-formes propositionnelles en matière de politique scolaire, les élus léghistes sont encore peu nombreux et moins expérimentés que leurs pairs des mouvements de *droite* et de *gauche*. Dans ces conditions, l'affirmation par les jeunes léghistes de l'absence d'ambition personnelle ou d'attentes rétributives⁴⁵ est autant le reflet d'une culture militante que la traduction rhétorique d'une maigreur effective des postes et d'une absence d'expérience précoce de la compétition politique. À l'inverse, les jeunes d'*Alleanza Nazionale* et de *Forza Italia* sont nombreux à cumuler plusieurs mandats : 33 pour les premiers et 39 pour les seconds. Très tôt, les jeunes militants d'*Alleanza Nazionale* – et dans une moindre mesure ceux de *Forza Italia* – sont poussés à participer aux élections étudiantes dans le secondaire et le supérieur. Cela leur

43. Recchi (E.), *Giovani politici*, Padoue, Cedam, 1997 ; Tonarelli (A.), « Gli amministratori locali di Forza Italia. Modelli di reclutamento e di rappresentazione sociale », *Rivista italiana di scienza politica*, XXIX, 1, 1999 ; Bardi (L.), Ignazi (P.) et Massari (O.), dir., *I partiti italiani. Iscritti, dirigenti, eletti*, Milan, Università Bocconi Editore, 2007.

44. Le *Movimento Universitario Padano* est surtout présent dans les villes universitaires de Lombardie (Milan, Bergame, Varèse, Brescia), de Vénétie (Vérone, Padoue) et du Piémont (Alessandria, Turin, Novare), ainsi que dans les disciplines de sciences exactes et appliquées. En 2003, il obtient 24 % des suffrages exprimés à Milan, 30 % à Bergame, 48 % à Brescia, 28 % à Varèse, 25 % à Vérone, 17 % à Turin, 28 % à Alessandria, 44 % à Novare, 15 % à Trieste, 15 % à Plaisance et même 6 % à Rome, 8 % à Viterbe, 10 % à Campobasso et Potenza dans le Sud.

45. Gaxie (D.), « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, 11 (1), 2005.

offre précocement l'occasion de se familiariser avec les campagnes et l'adversité, d'affronter le regard de leurs congénères hostiles ou désintéressés, de s'aguerrir aux campagnes électorales et aux alliances éventuelles, de se familiariser avec les techniques de conviction et de propagande, d'apprendre à gérer succès et échecs électoraux. Par ailleurs, la durée moyenne des mandats étudiants cumulés sur notre échantillon est de 2,7 années à *Alleanza Nazionale*, de 2,8 années à *Forza Italia* et de seulement 2 années à la *Lega Nord*.

En ce qui concerne le niveau d'expérience et de professionnalisation politique, les jeunes de *Forza Italia* et d'*Alleanza Nazionale* comptent le plus grand nombre d'élus locaux et dans les villes les plus importantes. Ce sont également eux qui cumulent le plus de mandats électifs et de postes à responsabilité interne (secrétaire de section municipale, responsable provincial ou régional...). À échantillons similaires dans les statuts (et leur proportion) des interviewés, c'est à *Alleanza Nazionale* que la probabilité de n'avoir qu'un seul mandat est la plus faible : 9 cas contre 21 titulaires de deux mandats ou plus. À *Forza Italia*, on compte 12 cas de mandat ou responsabilité simple contre 17 cas de double mandat ou plus. À la *Lega Nord* seulement 5 individus cumulent 2 mandats au moins. Ce sont donc ceux qui sont les *outsiders*, les plus éloignés de la carrière politique et qui émettent le plus de critiques à l'égard des alliés et de l'alliance, car ils en retirent moins de bénéfice et car leur position ne leur fait craindre que de faibles sanctions. À l'inverse, l'apprentissage du compromis et de la transgression à l'égard des idéaux se cumulent chez ceux pour qui la proximité aux instances du pouvoir est la plus grande. Giorgio (30 ans, conseiller de circonscription à Padoue, secrétaire régional d'*Azione Giovani*, engagé depuis 1986) reconnaît que « la politique est faite de choix, de compromis. [...] Ce qui était notre ADN hier ne peut pas être aujourd'hui notre étendard. [...] Une chose est d'être révolutionnaire et une autre de faire partie d'un système qui te permet d'entrer au gouvernement ». Enrico (28 ans, responsable provincial d'*Azione Giovani* à Padoue et adjoint d'une petite commune) est entré à l'âge de 14 ans au *Fronte della Gioventù*, organisation de jeunesse du MSI et a connu la violence régulière avec les ennemis de l'extrême gauche. Il raconte notamment : « [J'ai] été empoigné par huit personnes d'*Autonomia Operaia* avec des marteaux et laissé par terre dans une mare de sang. Avant moi c'était arrivé à tant d'autres jeunes qui avaient pour certains perdu la vie, ça te faisait fuir ou ça te donnait envie de continuer. [...] Quand ils m'ont éclaté la tête à 17 ans [...] j'étais au lit, sans cheveux, vomissant, avec des spasmes [...] avec la tête en bouillie. » Il constate malgré tout en 2001 : « Si avant nous pouvions faire de la contestation, aujourd'hui cela doit être constructif. On discute beaucoup de ça en interne car on doit décider quel doit être le rôle du mouvement de jeunesse ». Pour les jeunes néofascistes, l'horizon des possibles politiques est relativement ouvert. Loin d'être totalement dissonant donc, leur statut d' élu – obtenu après des années d'engagement sacrificiel – se combine avec des responsabilités internes. Ils alternent les rôles et peuvent ainsi aussi bien jouer les gestionnaires rassembleurs,

appelant plus à la raison qu'à l'émotion, que les représentants d'un parti et d'un électorat idéologiquement marqués⁴⁶. Toutefois, ces arbitrages ne sont pas exempts de difficultés, liées notamment aux conflits et contradictions de rôles. Les jeunes élus sont en effet contraints par des prescriptions de rôles parfois difficilement conjugables, voire antinomiques : ne pas aller à l'encontre de leur parti et des alliances qu'il a décidé de nouer, ne pas « adopter des conduites et des discours traduisant un désaccord manifeste avec les orientations adoptées par l'exécutif »⁴⁷ dans lequel ils ont été élus et avec lequel ils sont tenus d'être solidaires, tout en satisfaisant les attentes de leurs soutiens. Soumis à la fois à des règles institutionnelles et à des normes militantes, les jeunes élus des droites coalisées gèrent donc différemment la *redevabilité* à l'égard de ceux qui les ont mandatés en fonction des ressources, inégalement réparties entre organisations, dont ils disposent.

* * *

L'accès en coalition au pouvoir ne provoque que très peu de dissonance chez les jeunes militants de *Forza Italia* qui, s'ils notent des différences idéologiques avec les alliés ou regrettent le flux de transfuges d'anciens démocrates-chrétiens dans leur organisation, n'en réussissent pas moins à déduire de la coalition des avantages en termes global (bienfait pour le pays, pour la droite italienne...) et individuel (opportunités de postes électifs ou à responsabilité liés au succès électoral). À l'inverse, les jeunes de la *Lega Nord* surtout et dans une moindre mesure ceux d'*Alleanza Nazionale* qui se sont socialisés dans le courant le plus à droite du parti (*Destra Sociale*) ou qui se sont engagés du temps de l'ancienne organisation néofasciste du MSI, le *Fronte della Gioventù*, sont pris en étau. Chargés par l'appareil d'exercer la fonction de gardiens des motifs idéaux du parti, les jeunes militants de ces deux partis sont tiraillés entre l'impératif de demeurer fidèles aux préceptes imposés par l'organisation et la nécessité de payer le prix du compromis coalitionnaire afin de conquérir puis d'exercer le pouvoir. Le dilemme entre idéal et pragmatisme pèse donc différemment en fonction d'éléments divers et cumulés : propriétés sociales, trajectoire militante et expérience électorale, degré de professionnalisation politique, etc. Mais en termes d'expérience électorale, les nombreux mandats obtenus par les jeunes d'*Alleanza Nazionale* les socialisent à la pratique du pouvoir et leur assurent des rétributions opposables aux sacrifices que comporte la coalition. Ainsi, les récits d'expériences de jeunes issus des trois principaux partis de la *Casa delle Libertà* permettent de constater les différences dans la gestion du compromis coalitionnaire tout en mettant en lumière le faisceau de clivages qui distinguent d'une organisation à l'autre les perceptions et usages de ce même compromis. Il

46. Bué (N.), *Rassembler pour régner*, op. cit.

47. Nay (O.), « L'institutionnalisation de la région comme apprentissage des rôles. Le cas des conseillers régionaux », *Politix*, 38, 1997, p. 37.

en ressort surtout que les jeunes de la *Lega Nord*, parti minoritaire, idéologisé, relativement fermé aux carrières juvéniles sont ceux qui éprouvent le plus de peine à accepter l'alliance et qui se sentent d'autant plus autorisés à la critiquer qu'ils en retirent le moins d'avantages.

L'observation « à ras de coalition » renforce le constat déjà largement établi par de nombreuses recherches que les partis sont des ensembles composites d'acteurs différemment positionnés dans l'espace de la compétition politique. L'intérêt de porter le regard sur les jeunes des partis coalisés est double : il permet non seulement de descendre le viseur du sommet d'une alliance vers sa base militante, mais aussi de prendre la mesure exacte de l'impact de décisions prises nationalement sur des individus appelés à exercer, pour certains, des responsabilités politiques et partisanes futures. Or, si la coalition est susceptible d'accélérer certaines carrières, dans certaines circonstances, elle est également source de frictions ou de bifurcations lorsque l'on passe rapidement d'une position marginale et protestataire ou tribunicienne à une position centrale et légitime⁴⁸. Dans le cas présent, l'étude des effets d'une coalition sur les perceptions et les parcours des jeunes militants s'est révélée adaptée pour appréhender les continuités mais aussi les ruptures ou les délitements des loyautés, provoqués non pas par une crise du parti (comme au PCF par exemple en France), mais au moment même où il accède aux instances centrales du pouvoir. L'entrée en coalition fait alors pleinement ressortir l'asymétrie entre les positions des membres situés aux marges du parti (ici les jeunes) et les représentants dans un moment de succès politique. Il serait à ce titre intéressant d'observer comment la victoire de la coalition menée par S. Berlusconi aux législatives de 2008 (après deux années de gouvernement de centre-gauche mené par Romano Prodi) influence les différentes composantes des partis, alors même qu'*Alleanza Nazionale* a désormais fusionné avec *Forza Italia (il Popolo della Libertà)* – entraînant la formation d'une nouvelle organisation de jeunesse depuis août 2009, *Giovane Italia*.

Stéphanie DECHEZELLES est maître de conférences en science politique à Sciences Po Aix, rattachée au CHERPA et associée à SPIRIT (UMR CNRS 5116). À partir de l'étude des militantismes juvéniles dans les principaux partis de « droite » et d'« extrême droite » en Italie, sa thèse insiste sur l'importance des cultures militantes dans la compréhension sociologique des ressorts de l'engagement. Elle travaille actuellement sur les mobilisations à l'égard de projets d'aménagements collectifs liés à des problématiques environnementales en Europe.

Parmi ses publications : « Des vocations intéressées ? Les récits d'engagement des jeunes de *Forza Italia* à l'aune du modèle rétributif du militantisme », *Revue française de science politique*, 59 (1), 2009 ; « Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie », in Christophe Traïni (dir.), *Émotions Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009 ; (avec S. Cadiou et A. Roger), *Passer à l'action. Les mobilisations émergentes*, Paris, L'Harmattan, 2007.

stephanie.dechezelles@sciencespo-aix.fr

48. Dechezelles (S.), « Entre révolution et gestion. L'engagement des jeunes militant(e)s de la Ligue du Nord et d'Alliance Nationale face à l'expérience du pouvoir en Italie », in Delwit (P.) et Poirier (P.), dir., *Extrême-droite et pouvoir en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007.